

# FRANCE

Voici comment votre soutien nous a permis d'agir !

## IMMIGRATION, QUI CHOISIT ?



Souvenez-vous, en octobre dernier, cette première action de campagne a réuni **PLUS DE 6 000 SIGNATURES** demandant au gouvernement français de revoir ses politiques en matière d'immigration du personnel de santé.

Une action soutenue par l'INPADHUE (l'Intersyndicale nationale des praticiens à diplôme hors Union européenne) et fortement relayée par nos groupes et relais locaux (animations de rue, organisation de conférences et débats) avec un écho important dans les médias (articles, interviews, tribune dans *Libération*, dossier dans *Ouest-France*...).

À la suite de cette action, début 2008, Bernard Kouchner puis Nicolas Sarkozy ont déclaré que **la France allait s'engager à défendre l'accès universel aux services de santé et à placer la lutte contre le pillage des cerveaux comme priorité dans la politique de coopération**. Les promesses n'engageant que ceux qui les écoutent, on aura fort à faire pour surveiller ce qui sera réellement mis en œuvre.

## AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)



[www.avaz.org/fr/france\\_solidaire/](http://www.avaz.org/fr/france_solidaire/)



Conférence de presse organisée avec le collectif Coordination Sud à Paris le 23 mai 2008 pour dénoncer la baisse de l'aide de la France.

Depuis avril dernier, nous alertons l'opinion publique française et les médias sur la fâcheuse tendance du gouvernement français à diminuer son aide réelle aux pays du Sud par rapport à ses engagements. Conférences de presse, interviews et articles se sont succédé sur cette question, un travail que nous menons en partenariat avec les autres associations de solidarité internationale au sein du CRID et de Coordination Sud. En mai, la campagne « Une Europe solidaire : mission possible ! » a permis **À PRÈS DE 5 500 D'ENTRE VOUS** d'interpeller Nicolas Sarkozy sur cette question.

Une lettre ouverte lui a été également adressée le 17 juin dernier via une tribune dans le quotidien *Libération*, cosignée par plusieurs personnalités de poids dont Desmond Tutu (prix Nobel de la paix). Enfin, pour faire monter la pression à la veille du G8, une action urgente menée en collaboration avec le réseau Avaz (site d'actions citoyennes en ligne) a permis de réunir **PLUS DE 40 000 SIGNATAIRES** en quelques jours pour demander solennellement au président français de tenir ses promesses en matière d'aide.

À l'issue du G8, où nous étions présents pour porter au niveau international nos demandes en matière de santé et d'éducation, les pays riches ont approuvé la mise en place d'un code de bonne conduite pour le recrutement de soignants du Sud et se sont engagés à « **travailler pour que le seuil fixé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de 2,3 personnels de santé pour 1 000 personnes soit atteint.** »

## ÉDUCATION

Sébastien Fourmy, notre expert des questions de santé et d'éducation, s'est rendu au Mali à l'automne 2007 pour travailler avec la coalition malienne Éducation pour tous, des collectivités locales, des représentants des bailleurs de fonds et des parlementaires maliens. L'objectif ? Faire intervenir tous les acteurs sur le terrain pour proposer ensemble des solutions concrètes visant à scolariser tous les enfants.

La publication des rapports d'Oxfam International sur les pratiques des industries pharmaceutiques et sur l'assurance-maladie a donné lieu également à des conférences, interviews et prises de positions d'Oxfam France - Agir ici, bien relayées par une dizaine de médias.

# ET MAINTENANT...

2008, une fin d'année sur les chapeaux de roue

1

Avec l'aide des autres Oxfam en Europe, nous devons continuer à **mettre la pression sur Nicolas Sarkozy** à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne, car notre pays a la responsabilité de montrer l'exemple, alors qu'il est l'un de ceux qui a le plus fortement réduit son aide aux pays du Sud.

Pour cela, nous devons encore et toujours **diffuser largement nos appels** à soutenir le mouvement « Santé et Éducation pour Tous » pour atteindre au **moins 1,5 million de signatures** au niveau mondial avant la fin de 2008.

2

Demander plus d'aide et le respect des engagements ne suffit pas ! Nous devons exiger avec nos partenaires du Sud une **meilleure utilisation de l'aide et plus de transparence** pour éviter que l'argent destiné aux populations ne soit détourné. Nous demandons également que soit renforcé le contrôle démocratique des sociétés civiles et des parlementaires au Sud et que les bailleurs assurent une meilleure allocation des fonds et un suivi budgétaire rigoureux.

3

Aux différents rendez-vous politiques de la fin d'année, nous allons faire entendre nos positions :

● Septembre 2008 : **sommet des objectifs du Millénaire pour le développement** à New York : présence du réseau Oxfam avec des actions événementielles (notamment à Paris) et des alertes adressées aux médias pour rappeler les engagements pris en 2000.

● Septembre 2008 : **réunion sur l'efficacité de l'aide à Accra (Ghana)**, puis en décembre 2008, **conférence internationale sur le financement du développement** à Doha (Qatar), où nous demanderons que l'aide au développement soit allouée directement aux États du Sud et non uniquement à des acteurs privés, condition nécessaire à la mise en place de services publics de qualité. Nous mettrons aussi l'accent sur la nécessité d'adopter des programmes de financement à long terme, contrôlés de manière transparente, au Nord comme au Sud, pour veiller à la bonne utilisation des fonds. La lutte contre la corruption est à ce titre essentielle. Enfin, nous rappellerons notre opposition au recours exclusif des systèmes privés d'assurance santé pour assurer l'accès à la santé de tous.

**Et aussi au programme : une campagne en préparation sur l'évasion fiscale, source importante de pertes de revenu pour les finances publiques des pays pauvres. Action à suivre...**

Pour plus de renseignements, consulter les rapports et les analyses : [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org) ou encore [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org), le site de la confédération Oxfam.

**Oxfam France**  
AGIR ICI

Oxfam France - Agir ici est une association de solidarité internationale créée en 1988. Son objectif : avec chaque citoyen, construire un monde plus juste où les droits humains fondamentaux sont respectés. [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)  
Oxfam France - Agir ici, 104 rue Oberkampf, 75011 Paris / Tél. : 01 56 98 24 40 / [info@oxfamfrance.org](mailto:info@oxfamfrance.org)

20 ans  
d'action  
citoyenne  
1988-2008



Défendre l'aide, car elle sauve des vies ! Elle a déjà permis de...

- ✓ scolariser plus de 20 millions d'enfants en Afrique sub-saharienne ;
- ✓ scolariser 90 % des enfants ougandais en école primaire ;
- ✓ fournir des traitements antirétroviraux (ARV) à plus de 1,4 million de personnes vivant avec le VIH, via le Fonds mondial ;
- ✓ réduire d'un tiers le nombre d'enfants décédant avant l'âge d'un an, et d'un quart le nombre d'enfants mourant avant l'âge de cinq ans, en Tanzanie.



**GRÂCE À VOUS ET AVEC VOUS, L'ACTION CONTINUE !**

# SANTÉ & ÉDUCATION POUR TOUS

12 MOIS D' ACTIONS POUR EXIGER

6 MILLIONS D' ENSEIGNANTS

ET DE SOIGNANTS SUPPLÉMENTAIRES



La principale difficulté est de gérer des classes de 175 enfants avec des niveaux différents. Comment garantir des cours de bonne qualité dans ces conditions ? Pourtant, j'adore mon travail.

Afsana, institutrice en Inde, ambassadrice de la campagne mondiale « Santé et Éducation pour Tous ».



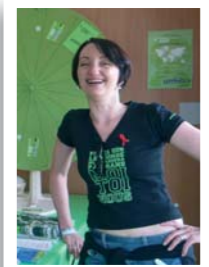
Une jeune manifestante allemande réclamant l'éducation pour tous à Berlin, avril 2008



Emilien, médecin au Mali



Fatouma, infirmière au Mali



Anne, bénévole au groupe local de Paris



Jujana, infirmière en Géorgie

Tous unis derrière les ambassadeurs de notre campagne !

Vous les avez découverts l'an dernier : Afsana, Emilien, Jujana, Fatouma, ils sont instituteur, infirmière ou médecin et se battent dans leur pays pour fournir des soins médicaux et une éducation de qualité malgré des conditions de travail et des salaires déplorables. Retrouvez leurs témoignages sur [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org).

Découvrez comment, mois après mois, nous nous mobilisons, au Nord comme au Sud, pour soutenir leur travail.

**Oxfam France**  
AGIR ICI



# MOBILISATION

Les visages d'une solidarité mondiale pour redonner espoir à ceux qui luttent pour leurs droits fondamentaux au Sud !

## AU NORD...



Marche annuelle 2/3 des jeunes au Québec, le 9 mai 2008. Plusieurs milliers de participants et 3 400 signatures recueillies en une seule journée pour soutenir la campagne !

Dans tous les pays du réseau Oxfam, des actions de mobilisation citoyenne se sont succédé tout au long de l'année. Réclamant l'accès aux soins pour les malades du VIH/sida, des médicaments à prix abordable, ou une aide publique au développement plus forte et plus efficace, les citoyens ont interpellé leur gouvernement pour le mettre face à ses responsabilités.

Dans plusieurs pays, comme au Royaume-Uni, en Allemagne, au Canada ou en France, un travail de partenariat s'est noué avec des syndicats hospitaliers ou de la fonction publique pour relayer les actions.



En Hollande et en France, des actions de soutien symboliques aux infirmier(e)s et médecins du Sud ont mobilisé des centaines de personnes lors de festivals et de manifestations, comme à Solidays, à Paris, en juillet 2008.



Action publique pour la Campagne mondiale pour l'éducation à Berlin, avril 2008

Plus d'un million de citoyens ont déjà signé l'engagement de campagne !



## ... COMME AU SUD



Manifestation de citoyens philippins pour défendre leur droit à la santé, juin 2007

Des populations qui font plier leur gouvernement ? Oui !

Au Sud, la société civile s'organise pour faire valoir ses droits. De nombreux pays se rallient mois après mois au mouvement mondial. Aux Philippines, où comme dans bien d'autres pays pauvres il faut choisir entre manger et se soigner, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pendant des mois pour exiger de leur gouvernement une baisse drastique du prix des médicaments. **Et ça a marché !** Après dix-huit mois d'intense mobilisation des associations locales soutenues par le réseau Oxfam, une loi a été votée à la fin du mois de mai dernier pour permettre à des millions de Philippins de se soigner à moindre coût.

✚ Mais aussi en Afrique du Sud, en Inde, au Malawi, au Mozambique, au Mali, au Bangladesh, au Nicaragua, en Géorgie, où des actions sont menées en partenariat avec des associations locales pour lutter contre la mortalité maternelle, l'exclusion des filles de l'école ou encore la mise en place de systèmes privés d'assurance-maladie.

Si chacun peut, à son niveau, changer le cours des choses, imaginez ce que 6 millions de personnes pourraient faire !

# RECHERCHE ET EXPERTISE

Des analyses et des études sur le terrain qui prouvent que des alternatives existent

Les responsables du programme Santé et Éducation du réseau Oxfam<sup>1</sup> ont publié plusieurs rapports sur l'absolue nécessité et l'urgence de renforcer la capacité des gouvernements des pays du Sud à construire des services publics de qualité et à fournir aux malades des médicaments à bas prix. Des études précises, conduites dans plusieurs pays en coopération avec les partenaires locaux, ont ancré nos demandes dans la réalité des populations. Les solutions que nous proposons ne sont donc pas utopistes, mais basées sur ce qui existe et a déjà fait ses preuves !



« Je gagne l'équivalent de 125 € par mois, 95 € après impôts. Je fais des gardes de 24 h qui sont épuisantes. Aujourd'hui, je gagne deux fois plus qu'avant grâce au programme d'augmentation des salaires que l'État a mis en place en 2005. Mais j'ai cinq enfants et dois payer les frais de scolarité, ce qui absorbe une grande partie de mon salaire. Je dois chaque mois emprunter de l'argent. » Miriam Chisizwa, 45 ans, infirmière au Malawi.

Si les engagements étaient tenus...

En 2000, les pays riches s'étaient engagés sur 8 objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à atteindre d'ici à 2015, dont la réduction de moitié de la pauvreté, la diminution de la mortalité infantile et maternelle ou la scolarisation de tous les enfants. Des objectifs tout à fait réalisables quand on sait les richesses qui circulent sur la planète. En 2005, ces engagements ont été réaffirmés avec la promesse de doubler l'aide publique au développement d'ici à 2010. Mais aujourd'hui, concrètement, l'aide est en berne au niveau international, avec une baisse pour de nombreux pays (dont la France !) et un report des engagements sans calendrier précis.

<sup>1</sup> En France : Sébastien Fourmy et Maylis Labusquière.

Les promesses ne suffisent pas, exigeons des actes !

Manifestation en Inde contre Novartis, le géant de l'industrie pharmaceutique, qui a fini par plier et accepter la commercialisation de médicaments génériques dans le pays, août 2007



## Exemple 1

**Investir pour la vie**, novembre 2007. Ce rapport d'Oxfam décortique les pratiques commerciales des douze plus grandes industries pharmaceutiques. Celles-ci empêchent la mise sur le marché au Sud de médicaments génériques moins chers et fixent des prix trop élevés pour que les malades du paludisme, de la tuberculose, ou du VIH/sida puissent se soigner. Des millions de personnes sont ainsi privées de l'accès le plus élémentaire aux soins de santé. Plusieurs pays comme les Philippines, l'Inde ou la Thaïlande ont gagné des batailles contre ces géants de l'industrie pharmaceutique, mais il reste encore beaucoup à faire !

## Exemple 2

**L'assurance santé dans les pays à faible revenu : est-on vraiment sûr que ça marche ?**, mai 2008. Cette étude, pilotée par Oxfam International, contredit les positions de la Banque mondiale en faveur d'une assurance santé privée dans les pays pauvres. C'est un leurre de croire que les systèmes privés peuvent se substituer à une couverture maladie basée sur un système public solidaire. Partout où de tels systèmes sont en place, les plus pauvres continuent de payer de leur poche 40 % des frais médicaux et sont souvent exclus des soins quand ils sont atteints par le VIH/sida. L'étude montre la nécessité d'un financement fort de l'État en matière de couverture maladie universelle, condition indispensable à l'accès effectif des plus pauvres à la santé.



Fatimata est élève à l'école secondaire du village d'Intedeyne au Mali. La scolarisation des filles y est particulièrement difficile avec un taux d'illettrisme deux fois plus important que pour les garçons. 90 % des Maliens survivent avec moins de deux dollars par jour.

✚ À consulter aussi sur [www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org) : les cinq études menées sur le terrain au Malawi, au Mali, au Nicaragua, au Bangladesh et en Géorgie et un rapport sur *Le rôle de l'Union européenne dans l'octroi d'une aide de qualité pour les secteurs de la santé et l'éducation.*

# PRESSION SUR LES DÉCIDEURS

S'imposer aux rendez-vous politiques pour faire entendre les voix du Sud

## Exemple 1

Lors de la **journée mondiale de lutte contre le sida** le 1<sup>er</sup> décembre 2007, nous avons rappelé qu'il faut accroître considérablement et de toute urgence le nombre d'infirmier(e)s et de médecins pour fournir les soins dont ont besoin les millions de patients atteints du VIH/sida au Sud.



« La situation est déplorable quand les Malawites les plus pauvres, après avoir attendu si longtemps l'accès gratuit à des ARV (traitement antirétroviral contre le sida), voient leur accès à ces médicaments entravé par la pénurie de médecins et d'infirmières en mesure de leur administrer ces médicaments essentiels à leur survie », constate Lingalireni Mihowa, conseillère en matière de VIH/sida pour Oxfam au Malawi.

## Exemple 2

Nous nous sommes invités à l'**Assemblée annuelle de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)** en mai 2008 à Genève, pour réaffirmer auprès des ministres de la Santé des pays riches la nécessité de renforcer l'aide aux systèmes de santé des pays pauvres. De nombreux ministres du Nord et du Sud présents ont soutenu notre appel. À la suite de nos demandes, il a été acté que les sociétés civiles au Sud seraient dorénavant représentées de manière officielle aux prochaines assemblées pour prendre part aux décisions qui les concernent directement.

## Exemple 3

Et, bien sûr, lors du **sommet du G8**, la rencontre annuelle des huit pays dits les plus industrialisés, au Japon en juillet dernier. À travers le monde, les médias ont largement relayé notre jugement critique sur les insuffisances criantes des pays riches (plus de 500 reprises de nos analyses dans les sites des médias français sur le web !).



© Oxfam

Actions au G8 au Japon pour dénoncer le non-respect des engagements des pays riches, juillet 2008



© Emily Sibbom / Oxfam

Et vos voix ont retenti jusqu'au Japon !



« Grâce à la mobilisation d'Oxfam au G8, la tentative des pays riches de faire disparaître les engagements chiffrés pris en 2005 a échoué. Notre présence sur place a donc pesé, ne serait-ce que pour exposer l'hypocrisie des puissants face aux droits des plus pauvres de la planète. Mais cette réaffirmation d'engagements vieux de trois ans n'est pas une victoire en soi. Après les beaux discours de ces sommets, **les chèques doivent être signés au plus vite : ce n'est qu'une fois les 50 milliards de dollars promis effectivement versés que l'on pourra célébrer l'événement.** » Luc Lamprière, directeur général d'Oxfam France - Agir ici. Extrait de son blog tenu sur le site d'Alternatives économiques lors du G8 au Japon.



« Aujourd'hui, on parle du sida ouvertement et les enfants sont sensibilisés au problème à l'école. » Molly Nantongo et son plus jeune fils (3 ans) dans leur village de Nakateete en Ouganda. Ses parents sont morts du sida en 1992 et 1993 et à l'âge de 17 ans, elle a dû prendre en charge seule ses six jeunes frères et sœurs.



« Aujourd'hui, seuls 8 centimes pour chaque dollar d'aide sont dépensés à la construction et à l'amélioration des services publics de santé. C'est tout simplement insuffisant ! Plusieurs pays comme la Suède, les Pays-Bas, la Zambie ou l'Afrique du Sud soutiennent notre appel visant à faire de la santé le secteur prioritaire de l'aide pour 2008. » Claire Seaward, responsable de la campagne Santé et Éducation à Oxfam Grande-Bretagne.